



CSA D du 2 septembre 2024

Monsieur le Directeur Académique des Services de l'Éducation Nationale du Pas de Calais,
Mesdames et Messieurs membres du CSA D,

Moment important de l'actualité, la rentrée scolaire est inédite, caractérisée par la présence d'une ministre démissionnaire et par un manque de ligne politique.

Le projet pour nos élèves se résume à la généralisation des évaluations nationales du CP au CM2, à l'expérimentation du port de l'uniforme, à l'interdiction du portable dans certains établissements et à une énième refonte des programmes pour les deux rentrées à venir. L'ambition affichée est bien maigre. Aucune réponse n'est donnée aux problématiques qui rendent vraiment difficile l'exercice de la profession d'enseignant dans les écoles. En voici quelques exemples :

- Le manque d'attractivité de notre métier. Sous-payés, socialement déconsidérés, bloqués sur leurs postes, les enseignants du 1^{er} degré, se sentent abandonnés par leur employeur, sauf quand il s'agit de leur demander de piocher dans une enveloppe de 108h qui n'a qu'une limite fictive. Combien de contractuels vont être embauchés pour pallier le manque d'enseignants ? Combien d'enseignants sont démissionnaires ou demandent une rupture conventionnelle ?
- L'école inclusive qui impacte la gestion quotidienne des collègues. 24 000 élèves en France sont en attente de place dans des établissements médicaux sociaux et sont accueillis en ordinaire. Se targuer d'inclure sans s'en donner les moyens, faire reporter la charge du non-respect de la promesse d'accueil sur les enseignants relève d'une certaine malhonnêteté que nous déplorons.
- Le non-remplacement des enseignants qui augmente la charge de travail des collègues et désorganise le fonctionnement de l'école. Le premier degré fait face, sans aucune contrepartie, là où des millions sont mobilisés via le pacte pour demander aux collègues du second degré de faire de même. L'équité serait-elle un mot à géométrie variable dans notre institution ?
- La formation initiale et la formation continue qui ne répondent ni aux aspirations ni aux besoins.
- L'éducation prioritaire où de nombreuses écoles sont en attente de labellisation au regard de leur IPS.

Cette liste n'est pas exhaustive mais s'apparente à un état des lieux de la situation en ce début d'année.

Concernant l'ordre du jour, le SNE déplore que la baisse démographique soit synonyme de fermeture au lieu d'une diminution des effectifs par classe pour tous les niveaux.

Notre organisation syndicale profite de cette instance pour remercier les services pour les échanges constructifs même s'il n'y a pas toujours de solution satisfaisante notamment pour la troisième phase du mouvement. Il y a une volonté commune de mettre l'humain au cœur de nos différentes discussions.

Je vous remercie de votre attention.

Geoffrey Capliez